

Elections présidentielles à Chypre : un ciel politique pas encore bleu...

mercredi 19 mars 2008, par [Sevil Budak](#)

Un nouveau vent souffle désormais sur l'île de Chypre : le 17 février la partie grecque de l'île a éliminé le président sortant et l'ultra-conservateur, Tassos Papadopoulos. Les Chypriotes grecs n'ont pas failli à leur devoir civique et ceux qui résident à l'étranger se sont massivement déplacés pour voter. Ils n'ont pas simplement élu un nouveau président de la République de Chypre, mais ils ont aussi exprimé leur désir de dialogue avec les turcophones de l'île et celui de réunification.

Plusieurs milliers de Chypriotes résidant à l'étranger, représentant 4% de l'ensemble des électeurs, ont eu un billet d'avion gratuit pour venir élire leur président. De plus, les autorités ont mis en place des services pour aider les Chypriotes grecs vivant dans la partie nord de l'île à voter : à Nicosie, les électeurs étaient conduits dans des véhicules de la Croix-rouge au bureau de vote spécialement aménagé pour eux. Compte tenu des enjeux, tous les moyens ont été mis en œuvre pour permettre aux citoyens de participer aux élections.

Premier tour et volonté de rupture politique...

Papadopoulos, 74 ans, (Parti démocratique, DIKO) est entré dans la campagne électorale d'un pas assuré. Tous les sondages donnaient le président sortant favori devant ses concurrents. Or à la surprise générale, il s'est retrouvé à la troisième position dès le premier tour, le 17 février, avec 31,79% des suffrages et s'est donc fait évincé de peu par ses adversaires. Devant lui, l'ancien ministre des Affaires étrangères et le conservateur, Ioannis Kasoulides (Rassemblement démocratique, DISY) avec 33,51%, et le président du parlement de gauche, Dimitris Christofias avec 33,29% de voix : tous deux prônent l'ouverture vers la communauté turque. Ce premier vote a servi d'aiguillage pour la future orientation politique de l'île qui est divisée depuis 1974.

Le bilan Papadopoulos face à Christofias et Kasoulides

En 2004, Papadopoulos a aussi mené une campagne contre le plan Annan, qui constituait une proposition de réunification de l'ancien secrétaire général de l'ONU. Et les tentatives de dialogue et de réunification ont sombré dans l'oubli depuis que les Chypriotes grecs ont voté contre ce plan à près de 75%. C'est donc la fin du mandat d'un président que de nombreux observateurs ont rendu responsable de l'échec de la solution Annan car il a systématiquement torpillé les contacts entre les deux communautés. Ces deux adversaires eux, le communiste Christofias et le conservateur Kasoulides ont promis, le long de la campagne, une reprise de dialogue avec les turcophones du nord de l'île. L'éviction de Papadopoulos dans cette première étape confirme bel et bien les aspirations de la population chypriote à de profonds changements dans le pays.

Ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2003) et actuel député européen, Kasoulides faisait parti, en 2004, des défenseurs du plan Annan. Aussi, à la lumière des votes du premier tour qui lui accordent un tiers des voix, il est clair que les électeurs chypriotes grecs ont sanctionné la politique de refus de Papadopoulos, qui a d'une part cimenté la partition de l'île, et d'autre part isolé Chypre aussi bien dans l'UE que vis-à-vis des Etats-Unis. Après ce premier scrutin, les pronostics ont continué. Beaucoup étaient d'avis que Kasoulides était plus à même de porter le lourd héritage historique et politique chypriote que

Christofias, premier dirigeant dans l'histoire du Parti progressiste des travailleurs à être candidat à la Présidence de la République, car celui-ci était alors méconnu des capitales européennes. Cependant le parti communiste, que Christofias dirigeait, a toujours eu de bons rapports avec les Chypriotes turcs de l'île qui étaient, qui plus est, membres, jusqu'aux années 1960, des mêmes syndicats et des mêmes associations.

Un chemin semé d'embûches pour le nouveau président

Le report des voix des électeurs de Papadopoulos a été l'élément déterminant du second tour où se sont donc affrontés Kasoulides et Christofias. Second tour et seconde surprise : le 24 février 2008, M. Christofias, est devenu à 61 ans le seul chef d'Etat communiste au sein de l'UE (acquis cependant à l'économie de marché), en obtenant 53,36% des voix ; Kasoulides, quant à lui, a recueilli 46,64% des suffrages. L'ONU, qui garde depuis les troubles de 1963-64 une force de maintien de la paix sur Chypre, a précisé que le nouveau président lui avait demandé d'organiser une rencontre « exploratoire » sur la relance de pourparlers avec le dirigeant chypriote turc.

Mais les choses ne semblent pas si simple pour M. Christofias qui a été soutenu pour son élection par trois partis qui avaient appuyé M. Papadopoulos. Selon la presse locale, M. Christofias aurait en effet promis au parti Diko de M. Papadopoulos trois ministères, dont les Affaires étrangères. Ces coéquipiers forcés réduisent considérablement la marge de manœuvre des partisans du dialogue. Dans ce sens médias turcs et turcophones de Chypre voient l'ombre de Papadopoulos dans Christofias, qui pour eux ne pourra pas dans le cadre de la coalition apporter de solution durable.

Réactions du côté des politiques turcophones

Le dirigeant des Chypriotes turcs, M. Mehmet Ali Talat, a réagi positivement au résultat de l'élection et annoncé une reprise des négociations pour le mois d'avril. Mais la situation actuelle de ces négociations, à Chypre comme sur le plan international, n'est pas rose. Combien de Chypriotes turcs sont-ils aujourd'hui disposés à accepter une solution sur la base du plan Annan ? Depuis 2004, l'activité touristique florissante a eu pour conséquence la vente, au nord de l'île, de nombreux terrains appartenant avant la partition de l'île à des Chypriotes grecs, et selon le plan Annan, ceux-ci devraient récupérer leurs propriétés.

Une solution fédérale compromettrait donc les profits qui ont été tiré par les Chypriotes turcs dans ce contexte précis. Aussi le porte-parole du gouvernement, Mr Stephanos Stephanou, le 12 mars dernier, a souligné l'existence d'un peuple chypriote et de deux communautés qui ont établi un partenariat en 1960 et ajouté que le gouvernement veut poursuivre ce partenariat, le développer à travers la solution d'un État unifié, fédéral, bizonal, bicommunautaire et avec d'une part une souveraineté et une nationalité uniques et d'autre part un représentant unique sur le plan international. Dans le cadre de cette fédération, il se dit, accepter l'existence d'une égalité politique telle qu'elle est décrite dans la résolution onusienne. Cette alternative fera-t-elle aussi l'unanimité dans tout le pays ?

Chypre divisée : problème turco-européen

Toute solution pourrait aussi être bloquée par l'armée turque, qui constitue une force dominante considérable, avec ses nombreux soldats dans le nord du pays. Aussi, les pourparlers d'adhésion d'Ankara avec l'UE ont été en partie suspendus en raison de l'impasse politique chypriote soit la question de l'ouverture des ports et aéroports turcs aux avions et navires en provenance de Chypre. Le gouvernement Erdogan ne s'engagera probablement en faveur d'un compromis sur Chypre que si la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'est pas définitivement rejetée.

Cette question ne constitue plus seulement un problème turco-chypriote mais un problème qui concerne l'Union européenne dans son ensemble. Les politiques turcs reprochent aussi à Bruxelles d'avoir entériné

indirectement le partition de l'île avec l'intégration de la République de Chypre au territoire européen. Les coalitions, les conflits d'intérêts, les rancœurs historiques de part et d'autre, ainsi que les interventions étrangères ne laissent pas prévoir quand la ligne verte chypriote disparaîtra...

Sources

[Article original publié sur Nouvelle Europe](#) le 13 mars 2008